

Par ailleurs, le gouvernement des États-Unis n'a jamais contesté officiellement la teneur du rapport.

Honorables sénateurs, il y a vraiment là des raisons de s'inquiéter au sujet du traité. Pourtant les adversaires de cet accord ont été accusés de trahison. Même si certains pensent qu'ils veulent nuire aux intérêts du Canada, ils ont le droit de s'inquiéter.

Honorables sénateurs, voici ce que le très honorable Brian Mulroney a déclaré en 1987 au sujet du libre-échange:

C'est formidable tant que l'éléphant reste tranquille; si d'aventure il change de position, vous êtes un homme mort . . .

Le Canada ne pourrait pas survivre à une politique de libre-échange absolue. Quant à moi, je dis qu'il faudrait éliminer le protectionnisme injuste partout où il existe. Le Canada est un pays distinct. Nous serions submergés. À bien des égards, dans certains secteurs importants, nous avons une économie de succursales. Si jamais un accord de libre-échange était adopté, les hommes d'affaires américains s'arrangeraient en période de vaches maigres pour accroître la productivité de leurs usines aux États-Unis, quitte à fermer toutes leurs succursales au Canada. C'est bien assez malheureux comme cela . . .

Nous n'avons jamais pu obtenir que M. Mulroney nous explique cette volte-face survenue quelques semaines avant d'assumer ses hautes fonctions de premier ministre du Canada. Il n'y a pas lieu de s'étonner si les Canadiens s'inquiètent.

Quant à lui, le ministre des Finances a déclaré ce qui suit:

L'idée même d'un libre-échange bilatéral avec les États-Unis est simpliste et naïve. Elle ne servirait qu'à réduire encore davantage notre aptitude à soutenir la concurrence à l'échelle internationale.

A tour de rôle, ces dernières années, les porte-parole du parti conservateur se sont dit opposés à cet accord qu'ils estimaient absolument contraire aux intérêts nationaux de notre pays. Peut-être les Canadiens sont-ils en droit de s'inquiéter. Honorables sénateurs, j'aimerais citer en partie le livre qu'a écrit George Ball, l'ancien secrétaire d'État des États-Unis et qui s'intitule *The Discipline of Power*:

J'ai toujours estimé que les Canadiens persistaient à refuser l'inévitable. Les États-Unis, situés à proximité du Canada, ont une population dix fois plus considérable et un produit national brut quatorze fois plus grand; aussi les Canadiens reconnaissent-ils qu'ils ont besoin des capitaux américains; cependant, ils sont déterminés à maintenir leur indépendance économique et politique. Leur attitude est compréhensible . . .

de déclarer aimablement M. Ball,

. . . et leur désir de maintenir leur intégrité nationale est certes un objectif louable. Mais le prix qu'ils doivent payer pour cela est fort élevé et, à la longue, je ne crois pas qu'ils parviennent à concilier les contradictions intrinsèques de leur position . . . Leur lutte risque d'être fort ardue et, à la longue, est vouée à l'échec, à mon avis.

Le sénateur Murray: Quand a-t-il dit cela?

Le sénateur Perrault: Il l'a dit en 1968.

Le sénateur Doody: Si récemment que cela!

[Le sénateur Perrault.]

Le sénateur Perrault: Mais ses propos sont parfaitement compatibles avec ceux qu'ont toujours tenus les représentants américains par les années passées, et même dans les années 1980.

Honorables sénateurs, au cours de la dernière campagne électorale, j'ai reçu une lettre d'un homme d'affaires de Washington, D.C., qui travaille pour une société multinationale. Il me dit qu'il votait toujours pour moi naguère. Voilà quelqu'un qui a sans doute beaucoup de jugement . . .

Le sénateur Doody: Ou une mauvaise mémoire!

Le sénateur Perrault: . . . et il ajoute que des sénateurs et des représentants américains lui assurent que l'Accord de libre-échange, surtout dans le secteur énergétique, est la meilleure affaire que les États-Unis aient jamais négociée. Ces hommes politiques prétendent que la balance commerciale du Canada avec les États-Unis subira un revirement complet en moins de deux ans. Il m'a demandé expressément de lui écrire pour le rassurer.

Honorables sénateurs, les Canadiens ont de bonnes raisons de s'inquiéter. J'espère sincèrement que cet accord nous sera favorable. Je n'ai pas pris la peine de me déplacer aujourd'hui rien que pour le critiquer, mais les Canadiens qui ont voté contre ce traité ont raison de s'inquiéter. Honorables sénateurs, au cours des dernières semaines, jamais une question politique ne m'a valu autant de courrier de Canadiens inquiets.

M. Reisman a répété, au cours de l'une de ses nombreuses conférences, que maintenant qu'il voit les choses avec plus de recul, il croit que les services sociaux, le régime de soins médicaux, l'assurance-hospitalisation et d'autres mesures sociales, auraient dû faire l'objet d'un article spécial. Il aurait fallu inclure un tel article. Et avant que cette mesure nous soit renvoyée, le gouvernement aurait dû nous donner l'assurance que certains amendements seraient apportés à l'Accord de libre-échange. Il aurait ainsi rassuré les Canadiens une fois pour toutes.

• (1320)

Tout ce que je puis dire, c'est que, si l'accord de libre-échange a suscité un grand malentendu et la méprise générale, c'est uniquement au gouvernement qu'il faut le reprocher.

Je rappelle aux sénateurs le rapport rendu public le 20 septembre 1985. On avait divulgué à l'époque la teneur de certains documents rédigés par le cabinet du premier ministre sous la direction de M. William Fox, secrétaire de presse du premier ministre. Le groupe de travail comprenait certains hauts fonctionnaires, et notamment M. Peter Daniel, à l'époque directeur général des communications au ministère des Finances. En vertu du programme prévu, le premier ministre devait ne faire ressortir que les avantages possibles du libre-échange et éviter de parler de la perte éventuelle d'emplois.

Je ne les repasserai pas tous en revue, mais j'ai sous la main les rapports officiels sur le nombre des emplois qui ont été perdus jusqu'ici, en très grande partie en raison de l'imminence de l'Accord de libre-échange.

Mais revenons à la stratégie de communication: on y incitait le premier ministre à éviter de parler de perte d'emplois, à discréditer les députés libéraux et néo-démocrates qui ont signalé les préoccupations que soulevaient chez eux les négociations entourant le libre-échange, et enfin à isoler les groupes opposés aux pourparlers en cours. Cela prouve que le premier